

mars 1897, et c'était apparemment un contrat écrit. Il est actuellement à l'examen. Si je me rappelle bien, il a été envoyé à ces messieurs pour être signé, mais ceux-ci ne l'ont pas renvoyé.

M. GILLIES : Si ce service a été entrepris en vertu d'un contrat écrit, il a été fort mal accompli. On devait en vertu d'un contrat fournir un service quotidien de Mulgrave à Canso et Arichat, et il arriva que pendant deux semaines, il n'y eut pas même un voyage semi-hebdomadaire. Et le bateau employé à ce service était tout à fait insuffisant.

Le MINISTRE DU COMMERCE : Je pense qu'ils avaient deux bateaux.

M. GILLIES : Ça rend le cas encore pire. Ce service est difficile à accomplir ; il s'amasse beaucoup de glace dans ces parages, et le service ne s'y peut faire convenablement qu'avec un bateau fort puissant. Un excellent service y a été fait deux ou trois fois par semaine par M. McDonald, de Halifax.

Le MINISTRE DU COMMERCE : On s'est plaint très fortement au département des services rendus par M. McDonald.

M. GILLIES : Il n'y a eu aucune plainte quant à la régularité du service qu'il a accompli. Ce service devait être hebdomadaire durant l'hiver, et je suis certain qu'il n'y a pas eu trois voyages d'omis durant toute la période. Mais l'hiver dernier, on a eu constamment lieu de se plaindre de l'absence absolue du service, causée par la faiblesse des bateaux. J'aimerais que l'honorable ministre vit à ce que la compagnie emploie à ce service un bateau approprié, et à ce que, dans le cas d'omission de voyages durant la saison, une certaine proportion de sa subvention lui soit retranchée.

Le MINISTRE DU COMMERCE : C'est ce que je ferai certainement.

M. GILLIES : Si on le fait, la compagnie fera quelque effort pour employer au service un bateau convenable.

Le MINISTRE DU COMMERCE : Je vais faire des investigations sans tarder, et je puis dire à l'honorable député qu'il peut être assuré que dans le cas où le service ne sera pas fait convenablement, la compagnie ne sera pas payée.

M. McLENNAN (Inverness) : Je corrobore absolument ce que mon honorable ami a dit, savoir : que l'un des bateaux n'est nullement approprié au service. Le *J. M. Conn* fournit un assez bon service, mais non pas le *Weymouth*. La compagnie devrait être forcée en vertu de son contrat à se servir de bateaux convenables.

Pénitenciers.....\$417,650

Le MINISTRE DU COMMERCE : Il a été compris que l'honorable député de Pictou (sir Charles-Hibbert Tupper) serait ici lors de la discussion des estimations relatives aux pénitenciers. Mais si l'honorable chef de l'opposition (sir Charles Tupper) n'avait pas d'objection, nous pourrions considérer ces estimations, sauf une que nous réserverions avec la liberté de discuter en entier tout le crédit relatif aux pénitenciers.

Sir CHARLES TUPPER : Je pense que cela suffira.

Le SOLICITEUR GÉNÉRAL (M. Fitzpatrick) : Mais je veux qu'il soit bien compris que j'entends observer l'esprit de l'entente tacite par laquelle ces estimations ne devaient pas être présentées en l'absence de l'honorable député de Pictou.

Sir CHARLES TUPPER : La proposition du ministre du Commerce suffira, je crois, savoir : que l'un des items sera réservé avec la pleine liberté de discuter tout le crédit relatif aux pénitenciers.

Pénitenciers—Kingston\$167,300

Sir CHARLES TUPPER : Peut-être feriez-vous mieux de réserver cela.

M. l'ORATEUR-SUPPLÉANT : Suspendez.

Résolutions à rapporter.

Le PREMIER MINISTRE : Je propose que la séance soit levée.

La motion est adoptée, et la séance est levée à 10.30 heures du soir.

CHAMBRE DES COMMUNES.

MARDI, le 25 mai 1897.

M. l'ORATEUR ouvre la séance à trois heures.

PRIÈRE.

BEURRE ET FROMAGE.—VENTE.

M. PARMELEE : Je demande la permission de présenter le bill (n° 112) destiné à empêcher les spéculations malhonnêtes dans la vente du beurre et du fromage.

À cette phase avancée de la session, il n'y a pas d'espoir, je suppose, que ce bill devienne loi cette année. Mon but, en le présentant, est de le soumettre à cette Chambre et au pays, afin que les associations formées dans le but d'exploiter l'industrie laitière puissent le discuter.

Je suis informé de bonne source qu'il s'est développé dans la vente du beurre et du fromage une habitude de spéculation fortement préjudiciable aux intérêts du producteur. Comme tout le monde le sait, l'industrie du beurre et du fromage est peut-être la plus grande industrie du pays, et si nous pouvions en éliminer la spéculation, nous ferions par là quelque chose dans l'intérêt de l'industrie laitière. Le commerce de l'exportation du beurre et du fromage est accaparé par quelques maisons qui, d'après ce que je comprends, ont l'habitude de faire par télégramme des offres considérables dont l'effet est de rendre timide l'importateur anglais, de faire tourner le marché à l'état d'expectative, de déprécier la marchandise de ce côté-ci de l'océan, et de permettre à nos expéditeurs montréalais d'acquiescer notre production de l'échéance à des prix plus bas qu'ils ne devraient l'être. Ce bill a pour objet de